III-La France dans la guerre A-L'effondrement

5to = sorvice de tragail obligatoire. FEL = Eorce Erangaires Libres.

➤ La Défaite

Le 10 mai 1940, l'armée allemande attaque la Belgique, les Pays-Bas et la France.

Le 10 juin, les armées italiennes envahissent à leur tour l'Hexagone.

Malgré des combats acharnés, l'armée française est rapidement vaincue. En moins d'un mois, 100 000 soldats sont tués, 200 000 blessés et 2 millions faits prisonniers.

Le 14 juin, les Allemands rentrent dans Paris.

Le 15 juin, le gouvernement se replie à Tours, puis à Bordeaux.

L'Exode: mouvement de panique collective et de migration forcée

Près de 8 millions de civils fuient l'avancée de la *Wehrmacht* et désertent les grandes villes. Les civils, affolés par les attaques aériennes de la *Luftwaffe*, fuient vers l'ouest et le sud de la France. Ils engendrent alors un gigantesque chaos qui entrave le déplacement des troupes françaises.

Voir point de passage pages 104 et 105 : continuer ou arrêter la guerre en juin 1940 ?

L'armistice:

Le 16 juin, le Premier ministre Paul Reynaud démissionne, parce qu'il est minoritaire à vouloir continuer la guerre. Il est remplacé par le maréchal Pétain, considéré comme le héros de la Grande Guerre.

Le 17 juin, convaincu que la guerre est perdue, Pétain annonce aux Français « qu'il faut cesser le combat » et demande l'armistice.

Le 22 juin l'armistice est signé à Rethondes et met un terme à la bataille de France.

> L'Occupation

Suite à cet accord, l'Alsace-Moselle est annexée par le Reich et le reste du territoire est divisé en deux parties : -la zone Nord, occupée par l'armée allemande ;

-la zone Sud, administrée depuis Vichy par Pétain, mais occupée à son tour à partir de novembre 1942.

Pendant toute la guerre, la France est pillée et doit verser quotidiennement 20 millions de marks pour entretenir l'armée d'occupation. Cela entraîne des difficultés d'approvisionnement et la mise en place d'un strict rationnement alimentaire.

B-Le régime de Vichy et la collaboration

➤ L'Etat français »

Pétain remplace la République par « L'Etat français » = régime autoritaire et réactionnaire dont la devise est « Travail, Famille, Patrie ». Ainsi, les élections sont supprimées, les médias contrôlés, les libertés fondamentales bafouées. Pétain fait l'objet d'un culte de la personnalité, le présentant comme le sauveur de la France à deux reprises : bataille de Verdun en 1916 / défaite de 1940.

Le 1^{er} juillet, l'Etat français s'installe à Vichy. Le 10 juillet 1940, Pétain reçoit les pleins pouvoirs pour rédiger une nouvelle Constitution. Les 11 et 12 juillet, il signe des Actes constitutionnels qui lui donnent les pouvoirs exécutifs et législatif. Il nomme Pierre Laval vice-président du Conseil.

Une immense propagande célèbre la « **Révolution nationale** » qui doit « regénérer » le pays et lutter contre « l'anti-France » (Juifs, communistes et francs-maçons) responsable de la défaite. Le régime, marqué par la xénophobie et l'antisémitisme, met en place une législation discriminatoire à l'égard des Juifs et des immigrés.

> Collaboration

Le 24 octobre 1940, Pétain rencontre Hitler à Montoire et engage le pays dans la collaboration avec les nazis. Il crée le système de la relève, puis le STO en 1943, afin de fournir de la main d'œuvre à l'Allemagne, mais aussi des produits alimentaires et industriels.

Les 3 et 4 octobre 1940, le statut des Juifs les exclut des fonctions publiques. Il organise la déportation des Juifs vers les camps d'extermination. Le 16 et 17 juillet 1942, lors de la Rafle du Vel'd'Hiv, plus de 13 000 personnes dont près d'1/3 d'enfants sont arrêtées à Paris et en banlieue par la police française. Elles sont internées dans le Vélodrome ou dans le camp de Drancy avant d'être déportées.

> Collaborationnisme

Pétain espère intégrer le pays au sein d'une Europe forte, sur le modèle allemand.

Les Français qui adhérent à l'idéologie nazie s'engagent dans l'armée allemande sur le front de l'Est, ou dans la Milice. Fondée en 1943 par Joseph Darnand, la Milice aide la Gestapo à traquer les résistants et les Juifs.

> Une population attentiste

La population choquée par la Défaite, préoccupée par les difficultés de la vie quotidienne, influencée par la propagande de Vichy, se résigne à l'occupation du pays. Elle est majoritairement favorable au maréchal Pétain.

C-La Résistance et la Libération

> La France libre

Le 18 juin, refusant l'armistice le général de Gaulle lance, depuis Londres, un appel à la Résistance. Il incarne alors le refus de la défaite et de l'abandon des idéaux républicains. Soutenu par Winston Churchill, Premier ministre britannique, il crée la France libre. Il parvient à rallier les colonies africaines. Grâce aux premiers volontaires qui le rejoignent en Angleterre, il met sur pied les FFL, qui combattent aux côtés des Alliés. En novembre 1942, le débarquement en Afrique du Nord permet d'instaurer une autorité française rivale de Vichy. Alger devient la capitale de la France libre, qui se dote d'un gouvernement, le CFLN, Conseil français de libération nationale.

Point de passage pages 110 et 111 : De Gaulle et la France libre

> La Résistance intérieure

Parallèlement, une Résistance intérieure voit le jour en France. Différentes actions sont menées pour lutter contre l'occupant :-renseignement à destination des Alliés ;-impression et redistribution de tracts ou de journaux ; -sabotages ; -raids contre l'armée allemande ; cachent des Juifs.

Beaucoup sont victimes de la répression nazie et de la Milice de l'Etat français. Ainsi par exemple Geneviève de Gaulle-Antonioz est arrêtée et déportée à Ravensbrück.

LA création du STO amplifie l'engagement dans la Résistance ainsi que la constitution de maquis militaire.

En 1941, la rupture du pacte de non-agression germano-soviétique amplifie l'engagement des communistes : attaqué par Hitler, Staline leur donne l'ordre de lutter contre les nazis. Les communistes français créent le mouvement des FTP, Francs-Tireurs et partisans, qui vient grossir les rangs de la Résistance intérieure.

En 1942, le général de Gaulle demande à Jean Moulin d'unifier les mouvements de la Résistance intérieure. En 1943, Jean Moulin crée le CNR, Conseil national de la Résistance, dans le but de préparer la Libération. De Gaulle est reconnu comme seul chef de la Résistance.

> La Libération

Le 6 juin 1944, les Alliés (avec des combattants de la France libre) débarquent en Normandie.

Aidés par les FFI, qui multiplient les actions de sabotage et harcèlent les Allemands, ils parviennent à libérer le pays après plusieurs mois de combats.

Le 24 août 1944, les troupes françaises dirigées par le général Leclerc entrent dans Paris.

Le 3 juin 1944, pour éviter que les Alliés ne placent la France libérée sous la tutelle d'un gouvernement d'occupation, de Gaulle transforme le CFLN en GPRF, Gouvernement provisoire de la République française dont il exerce la présidence.

Il refuse de reconnaître une quelconque légitimité au régime de Vichy, « Vichy nul et non avenu », affirmant que « la forme du gouvernement de la France est et demeure la République ; en droit, celle-ci n'a pas cessé d'exister. »